

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LAncaster 5361

A bâtons rompus

La censure, mégère non encore apprivoisée.

De tous temps, il semble que dame Censure ait été une personne fort désagréable au public et les censeurs des gens plus ou moins insupportables, des saboteurs de notre liberté de pensée et d'action.

La censure actuellement imposée pour raisons de guerre jouit de la plus déplorable réputation parce qu'aux yeux de monsieur tout-le-monde, elle prend une attitude excessive qui nous maintient dans l'ignorance de ce qui se passe et tend à augmenter notre inquiétude, comme si nous n'étions pas déjà assez em...bêtés par l'état de guerre et tout ce que celui-ci implique.

Nous ne tenons guère à savoir ce qui, connu du dehors, serait de nature à compromettre notre cause, mais nous réclamons des nouvelles d'Europe qui décèlent autant de vérité que possible, dont l'une ne contredirait pas l'autre et qui, de façon intelligente, nous aideraient à prendre patience, des renseignements qui nous feraient comprendre, hors de toute simagrée diplomatique et de façon aussi plausible que faire se pourrait, le pourquoi exact de cette pénurie d'informations que nous sert notre presse, quotidienne et autre.

Décidément, nous n'aimons guère la censure qui nous est, en grande partie, imposée par Londres et Paris. Et nombreux, au Canada, sont ceux qui partagent notre manière de voir à ce sujet.

Les buveurs de bière sont aux abois.

Jusqu'au vote récent du budget de guerre, le commun des mortels pouvait s'offrir un verre de 8 onces de "nectar mousseux" pour la modique somme de 5 sous. Mais depuis, le consommateur doit déboursier 10 sous pour 12 onces de bière. De sorte que la quantité servie a été augmentée de 50%, alors que le prix, lui, a subi une hausse de 100%. On est en guerre ou on ne l'est pas !

Naturellement, les buveurs de bière, gens généralement inoffensifs, voient la chose d'un très mauvais oeil et il n'y a pas lieu, ici, de leur donner tort. Etant donné que la froide saison est à nos portes, la consommation de Molson, de Dawes et de Carling va probablement diminuer plus que de coutume et l'on peut supposer que le Trésor fédéral en sera éventuellement pour ses frais de taxation.

Mais si, contre toute prévision, la consommation de bière demeurait la même qu'auparavant, l'Etat, les brasseries et les taverniers en tireraient un supplément de bénéfices, auquel cas les employés des tavernes seraient en droit de réclamer et d'obtenir une augmentation de leur maigre salaire actuel.

Quoi qu'il arrive, de nombreux buveurs de bière, parmi les pauvres gens, vont être de mauvaise humeur jusqu'à la fin de la guerre et leur patriotisme pourrait fort bien en être quelque peu ébréché.

Surveillons de près tous les profiteurs de guerre.

Ouvrant la marche dans la bonne voie, le Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières vient d'instituer un Comité de Surveillance qui aura pour but de surveiller les négociants de denrées de consommation courante et de signaler leurs abus à qui de droit.

Etant donné l'état de guerre dont nous jouissons, si l'on peut dire, voilà une oeuvre pratique et de brûlante actualité, un exemple que devraient suivre toutes les unions ouvrières du pays, à quelque catégorie qu'elles appartiennent.

Les Conseils des Métiers et du Travail de Montréal, de Saint-Hyacinthe, de Québec et de Sherbrooke devraient imiter celui des Trois-Rivières et organiser tout de suite, chacun dans leur district respectif, un Comité de Surveillance de ce genre.

Cela faisant, ils feront oeuvre utile et humaine, ce qui les imposera, une fois de plus après tant d'autres, à la reconnaissance de notre population.

L'ouvrier non-combattant et la guerre.

Les impôts exceptionnels que les événements du dehors nous obligent à subir vont accélérer l'effort industriel dans un sens et le diminuer dans un autre. Nul doute qu'en ce moment les industries dites de guerre, en dépit de ces impôts, qui dureront parce qu'ils sont provisoires, vont "faire" beaucoup d'argent, "de la grosse argent".

L'ouvrier canadien, lui, qui demeure un non-combattant, va-t-il être payé en conséquence ? Oui, à partir du moment où il y aura pénurie de main-d'oeuvre au pays. Non, si les demandes d'emploi demeurent prépondérantes en nombre par rapport aux offres.

C'est ici que le gouvernement fédéral a un devoir à remplir. En d'autres termes, il devra obtenir des industriels de guerre qu'ils paient à leur personnel des salaires proportionnels aux bénéfices qu'ils escomptent des contrats d'armements ou de toute autre fourniture s'y rapportant.

En agissant ainsi les pouvoirs établis répartiront mieux un pouvoir d'achat accru et dont la circulation, intensifiée par nécessité, contribuera au Trésor fédéral sous forme d'impôts directs et indirects également accrus pour fins de défense nationale et comme contribution à l'offensive antihitlérienne qui désole la vieille Europe depuis déjà un mois.

Contrats de guerre et salaires.

Nul doute qu'en ce moment d'importants contrats de fournitures diverses sont donnés à celles de nos compagnies industrielles qui sont le plus en mesure de les remplir conformément aux exigences fédérales. Au nombre de ces exigences, autorisées par le "War Measures Act", il y a

Où allons-nous ?

L'augmentation du coût de la vie, fruit des impôts de guerre, nous paraît partielle envers la classe laborieuse.

On a cru bon, en hauts lieux, pour faire face à la musique lugubre des déboursés de guerre, de grever d'impôts supplémentaires et excessifs plusieurs articles de consommation quotidienne, comme le café et le thé, pour ne citer que ces deux-là. Auparavant, mais non à titre officiel cette fois-là, nos commerçants, gros, moyens et petits, avaient déclenché, de façon imprévue et quelque peu immodérée, une hausse de prix sur de nombreuses denrées de toute première nécessité. Il résulte de cette inflation des prix, que le coût de la vie a beaucoup augmenté depuis les premiers jours du mois courant, ce qui affecte surtout le déjà trop modeste budget domestique de nos familles ouvrières, lesquelles constituent la majorité de la population canadienne.

On voudra bien noter, en passant, que cette élévation subite du coût de l'existence nous est imposée par une minorité de gens dont la plupart s'octroient d'ordinaire un salaire plus que "suffisant" et qui, dans ces conditions, ne sont guère affectés par l'inflation officieuse de l'industrie et du commerce ou par celle, à caractère décidé officiel, décrétée par nos parlementaires fédéraux, mobiles et inamovibles. Par contre, les ouvrières et les ouvriers travaillant actuellement à période réduite et à salaire proportionnellement diminué — pour ne rien dire de notre multitude de chômeurs chroniques, dont la situation est encore pire — sont peu en mesure, on en conviendra, de subir, sans privations supplémentaires et excessives, cet accroissement en partie illégitime du coût de l'existence.

Si, durant les quelques prochains mois, la reprise industrielle et commerciale due à la guerre pouvait absorber tout ou partie du chômage et rétribuer la main-d'oeuvre canadienne dans une mesure qui tiendrait compte de cette inflation récente des prix, le mal ne serait pas grand, mais va-t-il en être ainsi ? Il est permis d'en douter, pensons-nous.

La classe ouvrière du Dominion, comme celle de tous les pays en cause, est certes disposée à faire tout son devoir durant la présente supercrise, mais il n'est pas du tout raisonnable de lui demander plus de sacrifices qu'elle ne peut vraisemblablement supporter. Aussi n'est-il pas humain, à notre sens, de taxer outre mesure les travailleurs à petit salaire, c'est-à-dire dans la même proportion que ceux dont le revenu est de cinq à cent fois plus élevé que les disponibilités en espèces de la moyenne de nos travailleurs. Ces impôts de guerre devraient être, selon nous, progressivement proportionnels au revenu de chacun, tout comme l'impôt fédéral sur le revenu, lequel est peut-être, entre nous soit dit, le seul impôt juste que nous ayons au pays. C'est pourquoi nous pensons que les récents impôts de guerre constituent une injustice flagrante envers la classe ouvrière du Dominion, une injustice susceptible de devenir, à la longue, intolérable et, qui plus est, intolérée.

Par ailleurs, si le gros du public canadien, en guise de protestation contre ce régime de privations de toutes sortes qu'on semble vouloir lui imposer graduellement, décidait d'organiser une grève générale de la consommation de tout ce qui a été "inflationné" démesurément, est-ce que le Trésor fédéral n'en souffrirait-il pas ? On peut le supposer, sinon le croire. Et alors, comment Ottawa pourrait-il subvenir aux déboursés extraordinaires occasionnés par le conflit européen ? That is the question, comme diraient nos excellents concitoyens de langue anglaise.

Nous voulons bien aider ceux qui, là-bas, risquent leur peau pour sauvegarder un idéal démocratique auquel nous avons bien des raisons de tenir, mais qu'on ne nous demande pas de nous serrer la ceinture au point de faire de nous des déchets sociaux trop peu aptes à soutenir l'effort qu'on réclame de notre bonne volonté et de notre patriotisme.

Comment veut-on, en dernière analyse, que le public, dont nous sommes, puisse, par ses achats, apporter au Trésor du pays les ressources financières dont il a besoin si, par une inflation du coût de la vie hors de toutes proportions avec nos possibilités, nous ne disposons pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour alimenter, par le moyen d'une inflation d'impôts inégalement répartie, la caisse fédérale ? Voilà une question qu'on ferait bien de se poser en hauts lieux.

Nous ne demandons pas mieux que de travailler utilement à l'avenir du pays et au maintien d'une paix durable par la suite, mais encore faut-il que nous puissions vivre dans des conditions telles que nous demeurions physiquement en état d'effectuer un maximum de production.

Georges DELPEQUE.

la fixation des prix par les départements respectifs qui octroient ces contrats.

Etant donné que les prix sont fixés de telle sorte que les bénéfices possibles soient eux-mêmes limités, il est permis de se demander si, dans la fixation de ces prix entrent des salaires vraiment raisonnables pour les milliers d'ouvrières et d'ouvriers appelés à contribuer leur main-d'oeuvre à la confection de ces fournitures, que ce soit des chaussures, des uniformes, des obus ou des avions.

Nous croyons que les distributeurs de contrats devraient exiger de nos industriels qu'ils paient à leur personnel un salaire permettant à ce personnel de vivre normalement en tenant compte, bien entendu, de la hausse du coût de la vie que nous subissons en ce moment.

La limitation des bénéfices d'exploitation en temps de guerre est une bonne chose. Elle le serait même en tous temps, mais si les salaires sont

(Suite à la quatrième page)

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

LES BARBIERS EXIGENT UN PRIX UNIFORME

Le prix de la coupe de cheveux sera-t-il augmenté? Cette proposition, que l'on considère comme une nécessité actuelle, a soulevé une intéressante discussion à la dernière réunion mensuelle de l'union locale 456, des compagnons barbiers, qui eut lieu le 19 courant, sous la présidence du confrère Bruno Roy.

En effet, vu l'augmentation du coût de la vie provoquée par les nouvelles taxes de guerre, les intéressés croient bon de soumettre un manifeste au ministre du Travail provincial, l'hon. W. Tremblay, en le priant de vouloir bien agréer ladite demande, c'est-à-dire de modifier le décret qui prévoit des prix de coupe de 25, 35 et 40 cents aux clients des trois catégories, afin de fixer un prix uniforme de 40 cents pour les adultes, tous les jours de la semaine, et de 25 cents pour les enfants, en remplacement des trois prix plus haut mentionnés.

On a invoqué, à l'appui de cette demande de modification, plusieurs raisons plausibles, ce qui laisse espérer que le ministre du Travail la prendra en sérieuse considération.

La participation à l'enrôlement militaire affectera sûrement le statut des membres de l'union internationale des compagnons barbiers. Le secrétaire général, W.C. Birthright, adressa un communiqué aux unions locales aux termes duquel les membres s'enrôlant, volontairement ou autrement, sont priés de se procurer une carte de retraite. Celle-ci ne sera valable que trois mois, après quoi elle devra être déposée à l'union locale d'où elle aura été tirée, le tout d'après la Constitution et afin que les intéressés conservent leur droit aux bénéfices mortuaires.

À la demande de M. Arthur Millard, secrétaire-archiviste de l'union locale 455, qui vient de prendre possession d'un salon de coiffure à 3412 rue Bélair, ville Saint-Michel, le cadre de l'union lui a été accordé.

Un vote de condoléances fut pris à l'égard du confrère Albert Pigeon, lequel vient d'être cruellement éprouvé par la perte de son vénéré père. Bien attendu, *Le Monde Ouvrier* se joint à ses amis barbiers et assure notre confrère Pigeon, de même que sa famille, de la plus vive sympathie de tout son personnel.

CHEZ LES CHARPENTIERS

L'union locale 134, de la Fraternité-Union des charpentiers-menuisiers, avait une fort belle réunion lundi dernier au Monument National.

La séance était présidée par le confrère Ferdinand Doucet, président. L'union eut, ce soir là, l'honneur inattendu de la visite des confrères Pierre Lefèvre, organisateur général de la Fédération Américaine du Travail; et Arthur Martel, organisateur général de la Fraternité. Ces distingués confrères, au cours de leurs observations, s'appliquèrent à faire sentir le besoin, plus pressant que jamais, de l'union ouvrière. Chacun d'eux rappela ce qu'étaient les conditions de travail et les salaires durant la guerre 1914-1918, alors que les charpentiers et menuisiers étaient solidement syndiqués. Ils firent aussi allusion à la nécessité, pour chaque unioniste, de n'acheter, si possible, que des produits portant la marque syndicale ou étiquette de l'union.

Les délégués au Conseil des Métiers de la Construction rappelèrent que M. Ed. Larose, secrétaire de ce local, avait été unanimement désigné comme trésorier et aussi pour représenter le Conseil au Comité Paritaire du Bâtiment, en remplacement de M. Pierre Lefèvre, récemment promu organisateur de la F. A. T. M. M. Ed. Larose a également été choisi pour représenter ses camarades charpentiers-menuisiers au Congrès des Métiers et du Travail du Canada qui aura lieu le 25 courant, à London, Ont.

L'unité ouvrière

Par les temps qui courent, il nous arrive assez souvent de constater qu'il existe au sein des organismes ouvriers une situation de nature à favoriser un recul de nos adhérents plutôt que d'en permettre l'avancement, ce qui tient sans doute au fait que les principes sur quoi se fonde l'unité ouvrière ne sont pas bien compris. Il semble donc que nos unionistes ne mettent pas assez à profit leurs connaissances syndicales. Ils ne les appliquent pas assez au but poursuivi par eux, savoir: l'obtention pacifique de meilleures conditions de travail et de salaires plus en rapport avec le coût actuel de l'existence.

Pour obvier utilement à pareil état de choses, il nous faut absolument comprendre que l'unité ouvrière, au sens strict du terme, est indispensable aux espoirs que nous formulons. Il importe que les intéressés demeurent imbus du principe de l'unité ouvrière réelle, sans quoi ils ne pourront jamais, avec avantage, faire valoir leurs droits légitimes auxquels s'oppose le capital ambitieux et cupide dont le mot d'ordre se peut résumer ainsi: tout pour nous, rien pour les autres.

Ce n'est pas par le moyen stérile des discussions oiseuses, à propos de questions sérieuses insuffisamment comprises et digérées, qu'on fera entendre aux adhérents nouveaux la bonne manière de procéder sur le rugueux terrain syndical. Il faut mettre un terme à ces discussions superflues et s'en tenir aux résolutions vraiment sérieuses, à celles impliquant la détermination de revendiquer, envers et contre tous, le relèvement de la condition économique des travailleurs.

Nous n'avons d'autre but, en écrivant ceci, que de faire reconnaître aux intéressés l'impérieuse nécessité de comprendre et d'appliquer parmi nous et autour de nous l'indispensable unité ouvrière. Il ne suffit pas, en effet, d'être unis en principe, il faut l'être en fait.

Ben. DROLET.

LE DEBUT D'UNE CAMPAGNE D'ORGANISATION

L'union locale 382, des employés d'Hôtels et de restaurants, a inauguré, ce 16 courant, sa campagne d'organisation projetée depuis plusieurs semaines. Disons d'abord que l'effectif de l'union, qui compte plusieurs centaines de membres, était au grand complet.

Nous avons appris des officiers de cette organisme syndical qu'ils se proposent de diriger cette campagne avec le concours de "L'Alliance Internationale des Employés d'Hôtels et de Restaurants d'Amérique", afin de recueillir quelques milliers de dollars, lesquels seront exclusivement affectés à la réalisation d'un plan bien mûri ayant pour but de syndiquer tous les employés d'hôtels et de restaurants, comme les cuisiniers, les préposés aux tables et les autres.

Comme nous l'avons déjà annoncé, un bal a été organisé avec le concours de l'orchestre syndiqué de Percy Sky et s'est déroulé dans les meilleures conditions possibles aux quartiers généraux de l'union, 1252 rue Stanley, sous la présidence du confrère Nick Konstantynidis.

UN ANNIVERSAIRE

La Loge "Loyal Star", No 27, des dames auxiliaires de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique, se prépare à célébrer dignement, le 27 octobre prochain, le 5e anniversaire de sa fondation.

Un comité spécial d'organisation, sous la charmante et habile direction de Mme Gaston Vincent, présidente, et de Mme Georges Gauthier, secrétaire, a été désigné pour préparer cette fête qui promet d'être quelque chose de pas ordinaire. En effet, étant donné la qualité du comité organisateur et le fait, primordial celui-là, que ces dames sont on ne peut plus dévouées à la bonne cause ouvrière, il y a lieu d'espérer que cette manifestation commémorative fasse époque dans les annales des employés de chemins de fer. Nous y reviendrons d'ailleurs en temps et lieu, avec détails à l'appui.

LES UNIONS OUVRIÈRES COOPÈRENT AVEC LE FEDERAL

Nous sommes informés que le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, ainsi que d'autres corps ouvriers du pays, auraient signifié à l'hon. Rogers, ministre fédéral du Travail, qu'ils s'appliquent à empêcher les différends entre patrons et ouvriers pendant la guerre.

D'après les déclarations déjà publiées, ces corps ont clairement montré leur désir de coopérer avec le gouvernement et tous les efforts seront faits pour que règne la paix industrielle tant que le Canada sera en état de guerre avec l'Allemagne.

M. R.-J. Tallon, secrétaire-trésorier du Congrès des Métiers, se serait prononcé comme suit: "L'effort militaire du Canada demande l'appui loyal de tous les citoyens patriotes. Il est donc dès maintenant impérieux d'établir des relations industrielles qui puissent assurer le cours ininterrompu des nerfs de la guerre et des besoins domestiques."

Par conséquent, les ouvriers seraient prêts à faire leur part de cette oeuvre d'urgence nationale.

On assure, par ailleurs, que l'hon. M. Rogers aurait eu des entretiens avec les représentants des groupes ouvriers pour discuter avec eux de cette situation exceptionnelle qui confronte le Dominion.

LE CAS DES EMPLOYÉS DE AIRD AND SON

Mercredi dernier, les employés de la firme Aird & Son, fabricants de chaussures de cette ville, étaient convoqués à une assemblée spéciale pour résoudre un problème dont la solution attend depuis plusieurs semaines.

Il s'agissait de prendre connaissance du rapport des agents d'affaires McKercher et Thibault relativement à une entente conclue avec M. Hodgess, gérant général de la compagnie manufacturière en question, quant aux prix payés et à payer pour quatre opérations majeures. M. McKercher informa le personnel de cette maison que l'affaire avait été réglée de façon satisfaisante, c'est-à-dire que la réduction de 20% prélevée sur le salaire du personnel depuis quelque temps sera remboursée à tous les intéressés, lesquels ont accueilli cette décision avec surprise et joie. Il va sans dire que ce rajustement de salaire n'a pas été effectué sans qu'on ait démontré à la compagnie le non-sens de cette retenue de salaire par les temps qui courent, au moment précis où le coût de la vie augmente dans d'assez fortes proportions, par suite de la guerre.

M. McKercher se réjouit en particulier que les prix antérieurement payés pour ces quatre opérations majeures aient été rétablis par des moyens pacifiques. Aussi espère-t-il que les ouvriers cordonniers changeront d'attitude envers l'union et tiendront compte de ce que l'union internationale est en mesure de faire pour eux. "Il est donc de la plus haute importance," dit-il, "que les ouvriers restent étroitement, solidement unis, afin de faire face aux événements actuels avec confiance et détermination, avec une conviction inébranlable que cette union des coeurs est aussi indispensable que celle des bras."

LES CORDONNIERS ET LES IMPÔTS DE GUERRE

Les impôts de guerre, c'est-à-dire ces taxes nouvelles que nécessite la pénible situation où nous voici plongés par suite de la guerre européenne, vont certainement contribuer à une forte hausse du coût de la vie. Et ceux qui en souffrent le plus sont naturellement les ouvriers travaillant à bas salaire.

Cette réflexion, à la fois juste et opportune, a soulevé une discussion fort animée au cours d'une réunion des membres de l'union locale 249, des cordonniers, le 15 courant, sous la présidence du confrère Henri Belland. A cet égard, il a été résolu que les ouvriers de la chaussure expriment leur mécontentement contre l'imposition de nouveaux impôts de même que contre la rapacité des profiteurs de guerre.

M. McKercher, agent d'affaires, dit qu'il lui semblait qu'un certain réveil était prochain dans l'industrie de la chaussure de cette province. On pourrait attribuer ceci aux répercussions de la guerre, laquelle va sans doute contribuer à une fabrication supplémentaire de chaussures. M. McKercher semble être d'avis que des contrats spéciaux auraient été déjà octroyés à un manufacturier de la région de Plessisville. L'agent d'affaires souligna aussi le fait que les ouvriers d'une fabrique de cette ville se plaignent, avec raison, que les prix payés pour certaines opérations sont trop bas et que, dans ces conditions, les ouvriers n'arrivent pas à gagner le salaire minimum prescrit au contrat collectif de travail. En conclusion, M. McKercher rappela un incident regrettable affectant les ouvrières employées dans les fabriques au personnel syndiqué. Ces ouvrières sont obligées d'adhérer à l'union en vertu des dispositions d'une entente avec les manufacturiers. Cette affaire fut heureusement réglée à la satisfaction des intéressées.

De vives et sympathiques condoléances furent votées au confrère Delphis Donaldson qui vient d'être cruellement éprouvé par la perte de sa digne épouse.

Le Monde Ouvrier se joint volontiers aux cordonniers et offre, en la circonstance, toute sa sympathie à ce vétéran unioniste.

LES UNIONISTES TRIFLUVIENS SURVEILLENT LES PROFITEURS DE GUERRE

On nous informe que le Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières, au cours d'une récente réunion, a résolu de désigner un comité dont les attributions consisteront à exercer une étroite surveillance des profiteurs de guerre, des spéculateurs sur les produits alimentaires et autres dans le district de la vallée du Saint-Maurice.

Ce comité se réunira une fois par semaine et suivra attentivement la fluctuation des prix du marché. Tous les membres sont aussi invités à exercer leur surveillance personnelle et à faire part des résultats de leurs démarches à leur union locale où à l'un des membres dudit comité. Après qu'une enquête sérieuse aura été instituée et que les plaintes reçues auront été reconnues bien fondées, le comité de surveillance en question en saisira le gouvernement fédéral avec prière de sévir contre qui de droit.

Les délégués trifluviens ont, de plus, manifesté le désir que des mesures appropriées soient prises pour que les plaintes ainsi formulées soient également portées à l'attention du Bureau de Contrôle des aliments afin que les doléances des consommateurs lésés ne restent pas lettre morte. Si le Conseil en est venu à pareille conclusion, c'est que ses délégués ont prétendu que dans certains magasins on avait refusé de vendre certaines denrées de consommation courante sous prétexte qu'il n'y en avait plus dans les entrepôts.

Le Conseil a reçu avec gratitude un rapport détaillé du comité de la Fête du Travail, rapport présenté par son secrétaire, le confrère Emile Lajoie. Le président J.-B. Arseneault profita de la circonstance pour remercier tous ceux qui, de près ou de loin, avaient contribué au succès de cette manifestation qui fera désormais époque dans les annales ouvrières des Trois-Rivières.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

OPINIONS.

Réputations et publicité

Les borgnes sont rois au pays des aveugles.

"Il n'y a pas de grands hommes, il n'y a que de petites gens dont quelques-uns sont un peu moins petits que le reste du troupeau humain."

Cette réflexion, que nous avons lue quelque part, nous a laissé rêveur. On a, en effet, en certains pays, institué le "culte des grands hommes" et ce culte, qui n'est pas très compliqué, ne manque pas de fidèles, de l'un à l'autre bout du monde dit civilisé. Cependant, cette façon d'envisager la grandeur humaine reste chose essentiellement relative, étant donné que le criterium de cette notoriété varie d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre.

De nos jours, période d'applications électriques et de rapidité dans les déplacements, la publicité ou science de la réclame joue un rôle de tout premier plan dans la confection des réputations. En certains cas peu nombreux, il arrive que la valeur intrinsèque d'un individu se manifeste en dehors de toute publicité. Elle s'impose alors à la publicité et celle-ci ne fait guère que la consacrer, la transporter sur son plan propre, lui rendre justice. C'est ainsi que des Pasteur, des Berthelot, des Freud et des Einstein ont pu connaître la grand notoriété, la grande vogue. On peut donc dire, à l'égard de ces quatre célébrités, que leur grandeur est moins due à une publicité tapageuse qu'à la valeur propre de leur mérite personnel.

Si, maintenant, nous envisageons des hommes d'Etat, des hommes politiques et certains artistes du théâtre contemporain, nous nous rendons vite compte que dans leur notoriété acquise entre pour une grande part cette publicité dont l'industrie et le commerce usent couramment pour se faire, à coups de millions, une réputation d'apparence imposante mais de structure interne plutôt aléatoire et provisoire. C'est surtout parmi les "stars" de Hollywood que la publicité joue un rôle prépondérant, qu'elle fait et défait des réputations avec la même audacieuse facilité, tout comme elle impose une mode et la voue, peu après, à l'oubli.

Dans le domaine politique, la plupart de nos soi-disant grands hommes ne doivent leur réputation de supériorité qu'à la petitesse de compréhension de la foule à tout ce qui touche ce qu'on est convenu d'appeler la chose publique, cette foule étant généralement dépourvue de civisme et entretenue dans une quasi ignorance par ses maîtres, lesquels bénéficient de cette ignorance en application du proverbe selon lequel les borgnes sont rois au pays des aveugles.

Quant aux choses de l'industrie et du commerce, point n'est besoin de se surmener les ménages pour se rendre compte qu'ici la publicité est le tremplin indispensable à toute réputation et que celle-ci ne dure que dans la mesure où le tremplin garde sa solide élasticité. En d'autres termes, sur le plan mercantile, on peut dire que c'est la publicité qui fait ou défait, selon le cas, les réputations, qui donne une importance à des choses qui n'en ont pas en elles-mêmes, qui bouscule l'apathie du consommateur, lui fait trouver bon ce qui ne goûte à rien et beau un article dont l'esthétique ne saurait être qu'une question d'appréciation personnelle. C'est ainsi que des gens, chez qui l'esprit d'analyse est toujours en grève, trouveront qu'une chose est bonne ou mauvaise, belle ou laide selon qu'elle coûtera cher ou bon marché.

Dans un même ordre d'idées, on peut dire que nos classes dites professionnelles ne dominent la classe ouvrière que dans la mesure où elles exploitent l'ignorance et le bongarçonisme de cette dernière. Et quand "cette valetaille travailliste" aura pris conscience de sa force, de ses besoins et de ses droits, alors nos classes dirigeantes actuelles devront ou se soumettre ou se démettre, rentrer dans le rang du travail et collaborer loyalement à l'oeuvre commune ou s'enfermer "dans ce linceul de pourpre où dorment les dieux morts."

Quoi qu'il en soit, le mieux est encore de ne point vouer de béate admiration à qui que ce soit avant d'estimer sérieusement la valeur intrinsèque et de ne plus s'en laisser imposer par de soi-disant supériorités individuelles dont la grandeur est surtout faite de notre sottise.

Au pays des aveugles les borgnes sont décidément rois.

Pierre PONCE.

CE QU'EST LE FASCISME

Dans le Troisième Reich, la durée des congés dépend de l'arbitraire des "Curateurs au travail".

L'accélération excessive du rythme du travail, les salaires médiocres, l'impossibilité de changer d'emploi en raison des mesures d'intimidation restrictives, etc. autant de choses qui viennent de recevoir, en terre hitlérienne, leur complément du fait que désormais l'employeur ne peut même plus accorder à sa main-d'oeuvre une compensation aux dures conditions de travail sous forme de prolongation de la durée des congés. Le curateur au travail du district de l'Elbe centrale vient en effet de faire connaître que dorénavant, il ne sera plus permis d'accorder des prolongations de congés, non prévues dans le règlement d'atelier ou le contrat de travail, sans son autorisation préalable "attendu qu'elles constituent, en même temps, des modifications des conditions

de travail au sens de l'ordonnance générale sur la surveillance des conditions de travail."

Bref, on en est arrivé au point que le simple octroi d'un ou deux jours de congé supplémentaire semble mettre en péril ce qu'on appelle le système du salaire et qu'on craint manifestement l'écllosion éventuelle d'une "vague de congés" alors que les actions revendicatrices de salaires ont été rendues impossibles par une multitude de restrictions et de mesures d'intimidation.

Désormais le "juste salaire" a pour corollaire "l'interdiction de prolonger les congés": l'Allemagne peut du coup se vanter de donner à son organisme "Force par Joie", dédié en principe aux loisirs et vacances, une interprétation qui ravalait le Reich au rang du pays le plus rétrograde dans le domaine social!

IL DEMANDE TROP

L'idyle d'amour d'une fort belle star de cinéma venait juste de se terminer de façon aussi brusque qu'imprévue. A un reporter qui lui demandait la cause, la jolie fille répondit:

— Mon fiancé voulait que son nom parut en plus gros caractères que le mien sur les cartes d'invitations à la noce. Naturellement, étant ce que je suis, vous comprenez que nous ne pouvons pas être d'accord!

DETRESSE, MISERE ET INSECURITE DU TRAVAIL EN ALLEMAGNE

"La région de Salzgitter est un des bassins industriels particulièrement favorisés par le plan de quatre ans des armements allemands. De nouvelles usines de guerre y ont été transférées et d'autres entreprises, qui végétaient, ont reçu une vitalité neuve. L'industrie houillère se trouve dans le même cas. Les vieux travailleurs se souviennent des mauvais jours connus avant la guerre par la classe ouvrière et font la comparaison avec la situation actuelle. Mais ils songent surtout à la condition sociale autrement plus favorable qu'à présent qu'ils connurent à l'époque weinarienne que les nazis vitupèrent si volontiers. C'est dans ce sens que nous écrit un ancien syndicaliste qui s'occupa longtemps d'activité sociale dans la région en question. Il rappelle aussi le profond chômage qui régnait avant l'avènement de Hitler et ne manque pas de signaler que ce chômage a complètement disparu....

"A l'heure actuelle, poursuit-il, on ne trouve plus guère de chômeurs. Tout le monde travaille pour les armements. Même des entreprises qui périclitaient auparavant, fonctionnent maintenant à plein. Mais personne ne se fait d'illusion sur l'effroyable misère qui viendra quand on ne travaillera plus en vue de la guerre. Il n'y a plus de trace de la quiétude qui caractérisait autrefois la population autochtone, si attachée au sol natal. De tous les coins de l'Allemagne on a importé de la main-d'oeuvre, comprenant toutes les variétés imaginables: jeunes et vieux, déportés, anciens secourus de la bienfaisance publique, etc. Outre de nombreux étrangers."

Pour diverses raisons, nous ne pouvons reproduire ici la suite de ce passage de la lettre.

La description que notre correspondant donne de la détresse sociale régnant dans cette région est effrayante: "On ne peut se faire une idée de la misère et du dénuement des travailleurs allemands importés ici, ainsi que des éléments étrangers. La plupart des ouvriers arrivent déguenillés et démunis de tout vêtement de travail. A elle seule l'administration régionale de bienfaisance nazie a déjà dû distribuer: 850 paires de chaussures et 500 costumes complets de travail, 1.000 paires de bas, 600 vestes et 500 costumes complets. Il faut savoir que de plus la région relève encore du ressort d'un office prussien et de trois offices brunsvikois de bienfaisance nazis; on ne possède pas de chiffres au sujet des secours distribués par ces derniers."

Nous passons les déclarations de notre informateur au sujet de ce que les travailleurs disent à propos de tout cela et les conséquences qui s'en dégagent, au simple point de vue de l'état d'esprit, non seulement parmi le prolétariat mais aussi dans d'autres milieux.

Voici ce qu'il nous écrit au sujet des accidents de travail: "En raison de la cadence du travail et vu l'absence des indispensables mesures de sécurité, les accidents de travail sont quotidiens. Il cite nominativement 9 cas d'accidents graves, dont un mortel survenus en une seule semaine dans la région. Les accidentés peuvent-ils faire valoir des droits? Cela existe évidemment encore, mais ne vous avisez pas de demander si les mêmes garanties qu'avant l'ère hitlérienne subsistent! Le plus souvent les pauvres diables doivent vivre de la bienfaisance publique et de la solidarité de leurs compagnons de travail."

CHEZ LES OUVRIERS DE LA FOURRURE

Les membres des unions locales 66 et 67, de l'union internationale des ouvriers de la fourrure, sont convoqués d'urgence en assemblée générale, lundi, le 25 courant, à l'endroit ordinaire: 1079 rue Berri.

Le but de la réunion présente une importance particulière et tous les membres sont instamment priés de s'y rendre afin d'y prendre part. Il y sera question, en effet, de l'accord collectif de travail dont le terme expire en mars prochain.

Qu'on se le dise.

FLIRT

Le petit frère, à l'ami de sa soeur.—Je savais que vous viendriez ce soir. L'ami de sa soeur.— Qui te l'a dit? Le petit frère.— Personne. Mais Marjorie a fait enlever la photo de Pierre qui était sur le piano!

LABOR DIRECTORY INDEX DES UNIONS

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Lagachetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2503; secrétaire-correspondant — corresponding secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.— To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 10; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec.-Sec., A. F. Ricard; Sec.-Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre Dame St. West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardouin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles Cochu, 2058, rue St-Antoine, Tél. FL 4227; secrétaire-trésorier, Chs. E. Chailfou, 7430, Christophe-Colomb, tél DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176—Meets first Sunday of each month at the Mount-Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-MENUSIERS D'AMERIQUE.— MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—President, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Edouard Larose; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8hr, du soir au Monument National, chambre 10. U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11. C.-J. Raymond, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10. Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Saller, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les lundis, à 159—1e Avenue, Lachine. Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis vendredis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orléans.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.—Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, tél.: L.A. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O. A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE.— Local 349.—S'assemble le 2e et 4e lundi du mois à 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 590 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Bolaselle, 4592 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Boisvenu, 4621 Colonial; Ernest Désève, 6633 St-Dominique; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Jos. Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Rolland, 6772 Blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président R. Talbot, 1849, Marle-Anne E.; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKercher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7062; sentinelle, Pacifique Goulet, 1692 Montcalm. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331A rue Ste-Catherine Est. Président, Ovide Drolet, 4104 Bordeaux; vice-président, Delphis Jodoin, 1766 Panet; secrétaire, N. Poirier, 2137 rue Champlain.

A NOS ABONNES

A ceux de nos amis, ouvriers et autres, dont le terme d'abonnement est expiré, nous rappelons qu'ils doivent nous adresser au plus tôt le prix d'un réabonnement afin que nous puissions continuer à leur envoyer régulièrement notre journal.

Le Gérant de la circulation:

Ben. DROLET.

Le Monde Ouvrier est imprimé sur papier journal manufacturé par la maison E. B. Eddy & Co., dont les ouvriers sont organisés 100 pour cent.

A BATONS ROMPUS

(Suite de la première page)

également limités, ce qui est parfaitement plausible dans les circonstances particulières où l'on se trouve, les autorités compétentes, qui jouissent de tous les pouvoirs possibles en ce moment, ont aussi le devoir, nous semble-t-il, d'empêcher que ces salaires soient avilis, ne fut-ce que pour maintenir une indispensable harmonie entre le Travail et le Capital et aussi pour mettre un frein salutaire à l'appétit souvent démesuré de nos affairistes.

Il faut maintenir l'unité syndicale à tout prix.

En dépit du fait que les ouvriers syndiqués se rendent tous compte que l'union fait la force — d'où leur est venue vraisemblablement l'idée de s'unir — ils persistent à laisser naître et grandir parmi eux des germes de discorde et de désagrégation. Non seulement y a-t-il des frictions superflues au sein de certaines unions ouvrières, mais encore, ce qui est beaucoup plus grave et dangereux, on dirait qu'il se développe un conflit idéologique entre divers groupes d'unions ouvrières au Canada.

C'est là, sans aucun doute, une déplorable situation qui n'a sûrement pas sa raison d'être au sein de l'élément travailliste où, si des divergences d'opinions d'ordre secondaire sont normales et en quelque sorte plausibles, il n'en est pas de même quand il s'agit de principes essentiels dont l'oubli met en péril l'existence même des syndicats ouvriers. Car en ce moment plus que jamais les ouvriers syndiqués doivent demeurer étroitement unis, présenter une masse compacte et solide à une offensive patronale qui, elle, ne désarme pas. Ils ne devraient songer sérieusement qu'à ce qui les solidarise et faire litière de tout ce qui est de nature à les diviser, donc à les affaiblir.

Il est imprudent, pensons-nous, pour ne pas dire plus, de se dissimuler davantage le danger, pour les ouvriers syndiqués, de luttes intestines entre eux, à une époque où, précisément, leur sécurité économique est en passe d'être complètement escamotée par les puissances d'argent qui, elles, veillent avec un soin jaloux à maintenir intacte leur prépondérance sociale, politique et économique.

Il faut maintenir l'unité syndicale à tout prix.

Aveugles qui ne le voient pas, inconscients qui le nient.

La paix industrielle est de rigueur.

Il se pourrait que, étant donné les événements extraordinaires que nous traversons, nous assistions à une sorte de reprise industrielle née du besoin de faire face à des besoins qu'on n'aurait pu soupçonner il y a un mois. Dans ces conditions, il est fort possible que le chômage soit, sous peu, réduit à sa plus simple expression. Il y a d'abord l'enrôlement des volontaires qui est de nature à en absorber un certain nombre, puis les industries de guerre proprement dites, de même que les industries connexes, elles aussi susceptibles de rappeler au travail, fut-ce à titre provisoire seulement, quelques milliers de bras demeurés inoccupés depuis plusieurs années et qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se dégourdir et faire oeuvre utile.

De sorte que si le travail reprend dans d'assez fortes proportions, on peut supposer que nous ayons bientôt la paix industrielle, c'est-à-dire une ère de réactivité générale durant laquelle toutes les bonnes volontés trouveront à s'employer contre une rémunération qu'on n'osera pas, en hauts lieux, avilir.

La classe ouvrière sera à la hauteur de sa tâche.

Si, comme il devrait être permis de le supposer, le prochain Congrès des Métiers et du Travail du Canada ne subit pas le sort imprévu du Congrès des Trades Unions britannique, on peut s'attendre à ce que nos ouvriers syndiqués canadiens, par la voix de leurs délégués à ce Congrès, manifestent une parfaite unité de pensée et d'efforts pour la bonne marche industrielle du pays, pour que tous les travaux se rattachant à la défense du pays soient exécutés avec le maximum de compréhension et de bonne volonté.

A tous les moments difficiles de l'histoire contemporaine, les travailleurs syndiqués de tous les pays ont généralement montré, outre le courage de leurs convictions, un souci profond et inébranlable du devoir national au sens le plus humain et le plus large du terme. Et maintenant que notre pays, s'unissant à d'autres, se dresse contre la plus virulente des tyrannies et participe à une croisade de christianisation sociale, il demeure hors de tout doute que la classe ouvrière canadienne, s'inspirant des nécessités inéluctables de l'heure, sera pleinement à la hauteur de sa tâche et apportera son concours entier à la réorganisation industrielle que les événements actuels nous imposent.

Plus on explique et moins l'on comprend.

Depuis que messieurs Staline et Hitler se sont fait des papouilles diplomatiques et ont conclu des fiançailles aussi sensationnelles que militaires, l'Europe est naturellement d'une humeur massacrante, c'est le cas ou jamais de le dire. Ce mélange apparemment détonnant de rouge et de brun ne nous dit rien qui vaille et nous ne lui discernons pas un brevet de longue vie. De nos jours, en effet, les alliances entre Etats ont un potentiel de durée au moins égal à celui des mariages d'Hollywood, ce qui n'est pas peu dire!

L'avachissement des dirigés encourageant l'insigne mauvaise foi des dirigeants, il est devenu possible à un fou furieux de mettre le feu à l'Europe et de prendre, avec le sourire, la responsabilité de l'assassinat de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants au nom du dieu des armées et de l'apaisement européen!

La Pologne n'existant plus, ou presque plus, depuis que ses ex-gouvernants ont levé le pied en emportant la caisse, on se demande quelle va être notre prochaine surprise, en supposant que nous puissions encore être étonnés de quelque chose.

Dans l'intervalle, l'incendiaire du Reichstag offre la paix au monde sur un plateau d'or et les Alliés, conscients de la justesse de leur cause, lui jurent une guerre à mort. C'est pathétique et somptuaire.

Cependant, comme nous ne connaissons pas le dessous des cartes qui se jouent de l'autre côté de la mare aux harengs, nous croyons plus prudent d'attendre que les événements se soient concrétisés pour les prophétiser!

C'est moins risqué, de tout repos, ça n'engage à rien et ça ne coûte pas plus cher que de pronostiquer de notoires et toujours regrettées imbécillités.

Chez l'ennemi

Préparatifs pour le "théâtre de guerre" intérieur.

Le troisième Reich prend ses précautions afin de se protéger contre les "citoyens du peuple" qu'on soupçonne d'être hostiles au régime. Ces mesures visent à la fois les adversaires invétérés du régime et les "rechangeurs" qui se rencontrent dans les rangs nazis. Un de nos correspondants berlinois nous écrit à ce sujet: "Les administrations des camps de concentration ont reçu des instructions pour qu'elles prennent des mesures en vue de pouvoir héberger quelque 60,000 nouveaux hôtes."

Nous apprenons, de source également bien informée, au même sujet: "Afin de pouvoir procéder systématiquement à des arrestations massives, de vastes préparatifs sont en cours depuis quelques semaines. Un service spécial a été créé auprès de la Gestapo. On a réquisitionné dans ce but un certain nombre de personnes, surtout parmi celles possédant une formation juridique. Elles ont dû suivre des cours spéciaux, pour être envoyées dans des lieux où elles ne sont que peu ou pas connues."

"Ces agents ont pour attribution d'enregistrer tous les éléments incertains. Ils doivent réunir les données suivantes:

1. Où l'intéressé habitait-il de 1932 à maintenant?
2. Est-il maintenant en rapport avec les personnes auxquelles il était autrefois lié par des idées politiques communes?
3. Où a-t-il été occupé entre temps?
4. S'il ne travaille pas dans une entreprise, que fait-il et quelles sont ses ressources?

5. Que pensent de lui son "surveillant de bloc", son chef de groupe local et son chef de cellule du DAF?

6. De même pour ses voisins et ses camarades de travail, dans la mesure où ils sont de bons membres du parti?

Pour les recherches, on utilise les documents en possession du parti nazi et du Front du Travail, saisis en 1933. On recherche également l'existence de dossiers chez la police ou la justice. Puis on lui, si nécessaire, des interrogatoires de l'intéressé le cas échéant devant le tribunal. Du jugement des enquêteurs dépend, en cas de guerre, le sort de celui dont le passé a été ainsi passé au crible.

Les cartes individuelles ainsi établies sont réparties en trois catégories:

(a) Main-d'oeuvre placée sous une surveillance; placement dans les grandes entreprises en coupant les relations avec le monde extérieur; seraient placés dans cette catégorie les anciens fonctionnaires des syndicats et des partis qui n'ont pas encore prouvé avec certitude leur changement d'idées. On y caserait aussi les individus douteux.

(b) Placement dans de grands domaines de l'Etat; s'appliquerait aux individus d'un certain âge de la catégorie (a) ainsi

qu'aux personnes dont on n'a pu établir la qualité d'éléments sûrs.

(c) Bataillons de travail. Placés sous surveillance de la police militaire. Analogues aux bataillons pénitentiaires. On prévoit la liberté de correspondance, le droit de recevoir des visites et la libre disposition du salaire. Et naturellement la discipline militaire. Cette catégorie rassemblerait les éléments les plus dangereux; les anciens fonctionnaires des syndicats et partis, les rechangeurs actuels, etc...

(d) Camps de concentration. Recevraient tous ceux qui ne seraient pas compris dans les trois autres catégories.

On espère ainsi faire régner la "paix des cimetières" et la complète soumission de la population, mais on se trompe sûrement en le pensant.

Il n'est pas encore possible de déterminer si les récentes arrestations rentrent déjà dans le cadre de ces mesures.

NOS POUVOIRS HYDRAULIQUES. A L'EXPOSITION DE NEW-YORK

Les visiteurs du pavillon canadien à l'Exposition mondiale de New-York ne peuvent se défendre d'une forte impression en face de l'exhibit remarquable des ressources hydrauliques du Canada, que présente le Ministère des Mines et des Ressources en collaboration avec le Ministère du Commerce.

Le thème de l'exhibit porte sur "le Canada, foyer d'énergie hydroélectrique à bon marché". On y montre le rôle de premier plan que joue le pouvoir hydraulique dans le progrès des industries qui dépendent des autres ressources naturelles du Canada et, en parallèle, les avantages qu'offre aux populations rurales et urbaines du Canada l'électricité à bon marché.

Un groupe de bronze d'une hauteur de quinze pieds symbolise le pouvoir hydroélectrique. Ce groupe comprend la statue d'un puissant héros qui tient au-dessus de sa tête et distribue à l'univers le fluide-moteur du siècle de la machine; l'énergie hydroélectrique à bon marché. A ses pieds deux chevaux sauvages émergent d'une rivière tumultueuse pour concrétiser la source du pouvoir hydraulique. D'une usine représentée au-dessous du groupe partent des lignes de transmission vers les ateliers industriels. A droite et à gauche de l'usine tournent des cylindres de soie transparente illustrant des scènes industrielles où apparaissent certaines industries secondaires du Canada qui comptent beaucoup sur le pouvoir hydroélectrique à bon marché.

Une carte du Canada d'une quinzaine de pieds et en projection décroissante vers le pôle constitue le fond de la partie supérieure de l'exhibit. Elle montre le site et la distribution des ressources hydrauliques du Canada exploitées ou non.

Les extrêmes gauchistes sont désorientés.

Depuis le 3 septembre courant, nos pro-fascistes et pro-nazis canadiens étaient muets comme des carpes frites. Mais aujourd'hui, depuis que Moscou semble avoir épousé, en partie tout au moins, la cause de Berlin, voici que nos rouges vifs, ceux qui le sont vraiment comme ceux qui avouent l'être, sont dans la plus extrême confusion. En France, les communistes sont priés de rompre avec la troisième internationale ou de se démettre. Ailleurs, la situation n'est pas moins embrouillée et le sieur Trotsky, pour ne pas perdre une habitude qui lui est chère, excommunique Staline à tour de bras du fond de sa paisible retraite mexicaine.

Et pour peu que ce mariage morganatique entre Hitler et Staline se continue, il est possible que leurs adhérents, de l'un à l'autre bout du monde, ne sauront bientôt plus à quels chefs se vouer, quelle nouvelle idéologie embrasser, quelle attitude prendre à l'égard des "money changers", tant nationaux qu'internationaux.

Décidément, nous vivons en ce moment une belle époque!

Est-ce une simple coïncidence?

Nos lecteurs auront sans doute lu et noté, dans nos quotidiens de la semaine dernière, un article-nouvelle où il était dit que dans la Slovaquie, récemment tombée sous la botte hitlérienne, un parti politique existait qui s'intitulait "L'Unité Nationale" et qui, naturellement, est exclusivement domestiqué aux autorités nazies. Ainsi, notre "Unité Nationale" canadienne, dont l'idéologie politique et économique est foncièrement pro-nazie et pro-fasciste, a non seulement hérité de la démagogie totalitaire, mais elle est allée jusqu'à emprunter son nom-camouflage à ceux devenus nos ennemis d'outre-mer.

Peut-on dire que c'est là une simple coïncidence?

Non, sans aucun doute, et nos unitards-nationaux ont grand besoin d'être surveillés de près par tout le Dominion, mais surtout dans le Québec, ne fut-ce que pour assurer la sauvegarde de la véritable unité nationale au cours de la période troublée que nous traversons.

On ne saurait trop, en l'occurrence, prendre toutes ses précautions plus une.

INTERIM.

The Paid Vacations Movement in Canada

The present study of paid vacation plans in Canadian industry presents the results of a survey which was made early in 1939 by the Industrial Relation Section of Queen's University.

The total sample consists of 303 plans, applying to 490 parent and subsidiary companies. The number of establishments covered by these plans cannot be ascertained with any degree of accuracy, but it is believed that the manufacturing, mining, construction and service plans apply to approximately 1,900 establishments (plants, sales outlets, warehouses, offices, etc.), the retail and wholesale trade plans to another 300 establishments, and the finance plans to about 3,000 establishments (including branch banks). No estimate has been attempted for the communication and transportation industries because of the difficulty of defining an establishment in these industries.

The total number of employees of the reporting companies, including executives, office employees, salesmen, inside sale force, salaried and supervisory plant employees, hourly paid workers, piece workers, maintenance staff, etc., was almost 400,000. In practically all cases the figures reported included permanent employees only, but the distinction between permanent and temporary employees varies in different companies and industries. Since the total wages and salary earning population of Canada at the time of the last general census in 1931

was 2,570,097, the present sample covers almost one-sixth of all persons in Canada who are employed by others. However, the census figure includes all the employees in the government services, and also all the wage earners who had temporary employment or who are unemployed at the same time of the census. The sample, therefore, probably represents at least one-fifth of all the persons regularly employed in Canadian private industry during 1938.

An effort has been made to assure a sample that would not only include an adequate proportion of the total wage earners, but would also be properly representative of the different aspects of Canadian industry.

The questionnaire on which the results are based was sent to a selected list of 1,000 companies known to have some form of vacation plan, at least for their salaried employees. These 1,000 companies were chosen in such a way as to include companies representative of each of the important industries except agriculture, each of the economic areas, large and small cities, and companies whose operations are confined to one locally as well as those whose operations are national or international in scope. Although the 303 replies do not represent each of these aspects of Canadian industry in direct proportion to the total number of wage earners involved, information has been secured from some companies in each group.

WINNIPEG RENEWS CAP AGREEMENTS

Renewal of the cap agreements in Winnipeg, except for two shops, has been effected by Local 35, under the guidance and with the assistance of Brother Isidore Drucker, manager of our Toronto organization, who was assigned to Winnipeg by President Zaritsky to assist the Local.

One of the two shops which has not yet signed an agreement will probably come into line soon, while the other, the firm of Medzon & Herman, has seemed determined to run non-union. Our organization has therefore thrown a picket line around the shop, and it will continue to insist upon a contract there.

There is a new spirit in the local, and plans have been laid to assure that this spirit will continue. Arrangements have been made for a local meeting on the first Monday of each month. Executive Board meetings will be held on the second and fourth Mondays of each month. There will be a social lecture and a lecture at least one a month.

Renewal of the agreements was effected only after considerable negotiation with the cap manufacturers. The new spirit in the local is an assurance that the agreement, as renewed, will be strictly adhered to.

Throughout the negotiations we have had the promise of support and cooperation for the Winnipeg District Trades Council.

FROM OUR READERS

Editor, *The Labor World*:

I note the piece on "The Price System" in your issue for September 2nd.

One might define taxes as the prices we pay for having official rulers over us.

True profits are the non-gift services of another or other normal adults one secured without rendering service for them. And under any arrangement whereby one person can secure a greater duration of non-gift service from another than he or she renders that other, such profit will exist and thereby force some to have for consumption a lesser duration of service than they could otherwise.

Basically the real issue about "The Price System" is whether humane shall confine pricing to the services of normal adults, pricing such by their actual duration, and equating them in trade hour-for-hour; or whether humane will continue to endorse some method of forcing some normal adults to render others non-gift services for which they are not served in return.

So long as any normal adult consumes the non-gift service of another there will be the question of on what terms shall that consumer secure title to consume that service. The question of whether we express prices in monetary terms or not is secondary.

VAUGHN BACHMAN BROKAW.

SILICOSIS PREVENTION

Although the industrial disease, silicosis, cannot be cured, it can be prevented by engineering means and proper operating methods. The need for adequate preventive measures in industry has been stressed by the four committees of the National Silicosis Conference. The findings and recommendations of the conference have been analyzed by the safety and health staff of the Division of Labor Standards with a view to making available in practical form present engineering knowledge dealing with the prevention of silicosis in industry. This pamphlet outlines some of the tried and proved means of reducing the hazard due to silica dust in foundries.

Although some dusts may not, so far as we know, be injurious, any dust in the working atmosphere is undesirable and should be controlled. A number of the methods suggested will be found helpful in controlling other dusts.

It is not intended that anything in this pamphlet should supplant the requirements of existing State codes, rules, and regulations. The control methods suggested herein supplement such basic requirements and provide simple and effective means for reducing to a minimum the silica dust hazard.

Although the pamphlet deals only with dust control in foundries, it should not be inferred that the foundry industry offers the only or the most serious silica hazard. The hazard exists wherever silica-bearing material is worked or handled in a manner that produces dust.

While silica dust may be present in the air in any part of the foundry, the principal dust producers are grinders, tumblers, sand blasts, and the shake-out. Also, even where sand is handled in a moist condition, it will dry out if allowed to spill and may constitute another source of harmful dust when stirred up by shop traffic or air currents. In all cases the protection of the workers' health is of paramount importance and should be planned for in conjunction with the planning of production.

Although elaborate systems for dust control in foundries are commercially available, this booklet is confined to simple, inexpensive methods and practices which may be readily adapted by the average foundry operator for reducing dust concentration in the working atmosphere to safe levels. It is not the intent of this pamphlet to minimize the importance of proper design and operation of dust control equipment where such equipment is warranted.

Verne A. ZIMMER, Director.

Editor Note:—This pamphlet "Silicosis Prevention", will be published in subsequent issues of the *Labor World*.

Le coût de la vie

Depuis que les mesures de guerre ont "inflationné" le coût de la vie, lequel était déjà en hausse depuis le 2 septembre, les ouvriers à petit salaire, qui sont malheureusement le grand nombre, sont dans la plus vive inquiétude.

Le seul remède à une si pénible situation — et encore ce remède n'a-t-il qu'un caractère forcément provisoire — consisterait dans l'absorption très prochaine de notre multitude de chômeurs et de chômeuses par nos industriels et dans un redressement du salaire de ceux actuellement employés. Il est vrai que la fourniture d'armements et du matériel connexe va opérer une sorte de redressement industriel, procurer de l'emploi à beaucoup de monde et réduire, par voie de conséquence, le budget des allocations-chômage, mais cela va-t-il suffire pour rehausser le pouvoir d'achat de la masse travailliste à un niveau qui tiendrait compte de la récente et substantielle élévation du coût de l'existence? That is the question.

Dans l'état actuel des choses, ce pouvoir d'achat vient d'être réduit d'environ 30% en moyenne et des milliers de nos ménagères commencent à se lamenter sérieusement. Ceci est surtout vrai dans le cas de mères dont le mari et les enfants sont encore en plein chômage. Aussi faut-il espérer que les allocations de chômage soient bientôt augmentées par nos municipalités, faute de quoi nous verrons assurément la misère s'accroître dans des milliers de foyers domestiques.

Dans ces conditions, toutes les unions ouvrières du pays devraient protester comme un seul homme auprès des autorités fédérales et demander, par la voix de leurs officiers, que tous les contrats se rattachant aux fournitures de guerre, quelles qu'elles soient, portent une clause comportant des salaires équivalents à ceux qui prévalent en ce moment chez nos industriels et nos commerçants dont le personnel est syndiqué. Car si les salaires ainsi payés par les profiteurs de guerre ne sont pas basés sur l'augmentation récente du coût de la vie imposée par Ottawa, ils seront notablement insuffisants.

C'est très bien, sans doute, de se résigner à des sacrifices pour assurer le salut de l'Empire britannique, mais encore faut-il que chaque classe de la société assume des responsabilités proportionnelles à ses moyens d'existence. C'est là, croyons nous, de la simple justice.

Et nous réclamons cette justice, rien de plus.

F. M.

EFFECTIFS DU MOUVEMENT SYNDICAL SUEDOIS

Les chiffres d'effectifs de la Confédération syndicale suédoise ont augmenté dans la période 1er janvier—31 décembre 1938 de 57,715 passant de 840,234 à 897,949. Le nombre des fédérations confédérées passa de 41 à 42 (avec 7,407 sections locales).

Le montant des cotisations fédérales à la centrale nationale se chiffra par 3,296,016 couronnes en 1938. Parmi les dépenses confédérales, signalons le déboursement de 493,920 couronnes en allocations et plus de 800,000 couronnes en secours aux réfugiés politiques ainsi que pour la solidarité à l'Espagne. Un montant de 90,000 couronnes a été consacré à la transformation et l'agrandissement des écoles syndicales et plus de 300,000 couronnes ont été dépensées à des fins d'éducation et d'études.

La production manufacturière de l'Ontario a atteint en 1937 une valeur brute de \$1,878,088,188, soit une augmentation de 21.4% par rapport à l'année précédente.

Au Conseil des Métiers et du Travail

D'intéressantes questions ont été soulevées et discutées à la réunion de jeudi dernier. Tout d'abord fut soumise une demande du Conseil de district des charpentiers-menuisiers se rapportant à une hausse prématurée des prix d'articles de consommation courante, hausse survenue depuis que le Canada est en guerre. Après un court débat, le secrétaire J.E. Gariépy fut autorisé à communiquer à ce propos avec la Commission de Contrôle des aliments. On a aussi résolu que pression soit exercée sur le gouvernement fédéral en vue de provoquer Ottawa à exercer une surveillance étroite sur toutes les industries au cours de la présente guerre.

Dans son rapport, l'Exécutif recommande que le confrère Frank Griffard, de l'union locale 568, des ouvriers électriciens, soit officiellement reconnu comme organisateur du Conseil des Métiers par toutes les unions ouvrières qui lui sont affiliées. Il est entendu que le nouvel organisateur aura son bureau à 1331a est, rue Sainte-Catherine, immeuble des cordonniers.

Le même rapport indique aussi et déplore l'état particulièrement lamentable où se trouvent les commis de magasins de détail. Il en sera encore question au Congrès, lequel sera probablement saisi d'une proposition tendant à établir, dans ce domaine des détaillants, de meilleures relations entre patrons et employés des deux sexes.

La séance fut ajournée de bonne heure afin de permettre aux intéressés de se préparer pour le Congrès de London.

En l'absence du président Trépanier, parti pour London, la séance fut présidée par le confrère Alfred Mathieu, vice-président.

SECURITE D'ABORD ET TOUJOURS

A une assemblée spéciale du Comité de la Conférence de Sécurité Annuelle pour 1939, tenue à l'Hôtel Mont-Royal, il a été décidé qu'en égard à la présente situation internationale et à l'incertitude des événements futurs, la Conférence de Sécurité devant avoir lieu les 26, 27 et 28 octobre prochain, sous les auspices des associations de Sécurité et de Secourisme de la Province de Québec, serait remise à une date indéfinie.

"Ceci n'empêche pas nécessairement l'abandon des Industries au point de vue de l'aide qui leur est accordée relativement à l'oeuvre de la prévention des accidents" a déclaré Me Walter J. Langston, Président de l'Association de Québec pour la Prévention des Accidents du Travail. "Au contraire", a-t-il ajouté, "il est évident que des problèmes particuliers se présenteront par suite des conditions actuelles et notre association portera une attention spéciale aux différents établissements et usines. De plus, des ralliements ouvriers seront tenus le soir, une fois par mois ou même tous les quinze jours, pour promouvoir la cause de la prévention des accidents et ainsi compenser pour le bien que la Conférence aurait pu faire, laquelle a dû être contremandée pour raison majeure.

En autant que la sécurité publique est concernée, l'honorable Alfred Leduc, président de la Ligue de Sécurité de la Province de Québec, a maintenu que le travail éducatif de la Ligue serait intensifié et que tout serait fait pour tâcher de réduire le nombre et la gravité des accidents, non seulement sur les rues et grandes routes, mais aussi dans les écoles et dans les foyers. Il appuya sur le fait que les différents départements de Police avaient promis plein support à notre oeuvre et que cette coopération devait être et serait mise à profit.

Les Seuls Bucandiers et Fournisseurs de Linge Blanc qui soient de l'Union à Montréal

The Only Union Laundry and Supply Services in Montreal

IMPERIAL SUPPLY CO.

excellent service de blanchissage et lavage de famille à prix modérés.

Superior Laundry Service and Family Washing at Popular Prices

Téléphonez CHerrier 7603-6155
1471, RUE PARTHENAIS

Call CHerrier 7603-6155
1471 PARTHENAIS STREET

Will Russia Join Forces with Germany to Fight Democracy?

Organized Labor Must Take a Stand.

By BERNARD ROSE.

Will Russia actively associate itself in a military quality with Germany, is what is being asked in more than one European chancellery. The alliance between the two principal totalitarian states showed so startling a change of front and policy on the part of the contracting parties that the democratic nations were aghast.

What may have transpired before the Treaty was concluded is known only to those taking part in the negotiations.

Politically, and to use that much abused term, "ideologically," Russia and Germany have much more in common than they have with the democracies. Great Britain, France, and the United States can look out of the same window since they are basically democratic states. Russia and Germany profess to concern themselves primarily with the economic welfare of the people. Actually they are absolutist states and there is practically little difference between Czar Nicholas and Czar Stalin.

In neither Russia nor Germany do the people as individuals and citizens rule. They are regimented and disciplined. Disobedience and the assertion of personality are severely punished.

But to come back to the likelihood of a Russian-German offensive and defensive alliance!

Stalin has more than once declared that he wants peace in order to develop his country's resources and industries. He professes to be opposed to imperialism. His purpose, he reiterates, is to improve the standard of living of the masses in Russia.

Temperamentally and racially the Russians and Germans are extremes. It might for the moment suit the purpose of Stalin to shake hands with Hitler but it is not possible for either dictator to give up his power or prerogatives.

Russia and Germany have both repudiated the democracies. They refer to them as capitalistic. Hitler and Stalin look upon themselves as divinely appointed emancipators, the first, of the German race throughout the world, and the second, the proletariat in all lands. If the situation in Germany became desperate because of Allied pressure Hitler might as a last desperate resort invite Russia to enter Germany and Bolshevise it in order to frustrate France, Britain and Poland. Yet, looking at the situation as we presently find it, Russia will have little if anything to gain by definitely ranging itself with the Third Reich.

The democracies have not interfered with Russia's development. They have entered diplomatic relations with it.

Domestically all is not as well with Russia as it might be. There is just as much industrial discontent as there is in Germany. War on a huge scale might be acceptable to the enthusiastic young Communists as it is to the youthful Nazis; but it is hardly possible that it would make the same appeal to the older industrial and agricultural workers. Russia has its enemies no less than Germany. War would prevent it from exercising the same degree of espionage that is presently in effect. Further, over a period of years, the Communists have been enjoined to hate the Nazis. Racially and traditionally, the Slavs of Russia have more in common with the Czechs and Poles than they have with the Prussians, particularly the new Aryan type. Russians cannot by any stretch of scientific imagination be called Nordics.

There exists no real ground for military co-operation and alliance between the Teutons and the Slavs. It may be consummated to spite and ruin the democracies but it would not avail Russia, since Britain and France, challenged as they never were in their history, would fight to the very end and call upon the United States to save civilization if democracy could not be salvaged.

At the time of the Munich Conference Russia, through its representative, expressed a readiness to offer military aid to the little republic. Apparently Britain and France were not quite ready and felt that Russia could not render effective aid. Mr. Chamberlain took Hitler at his word. How he kept it subsequent events proved Russia showed no inclination to immediately help Czecho-Slovakia, evidently expecting that France would take the first step. Russia had undergone a purge that deprived it of some of its ablest soldiers. Britain and France were justified in showing extreme caution before plunging into a war solely on account of Czecho-Slovakia, which finally agreed to have the Sudetenland detached from its territory and control.

Russia has got all it can do to carry out its five year plans without becoming embroiled in a war of indefinite duration, and which would as effectually ruin it as it would the democracies.

The Prime Minister of Great Britain has stated in unequivocal terms that Czecho-Slovakia must be given back its sovereignty. Since Russia was last year prepared to fight for its independence, the assurance of Mr. Chamberlain should be quite satisfactory to Russia if it still professes to be interested in the welfare of the nation created by the Versailles Treaty, and the efforts of Mazaryk. The democracies are too busily engaged in looking after their own affairs to bother with those that affect the internal economy of Russia.

If Stalin leads the Russian masses into the Nazi camp it will be his undoing, as surely as Hitler will be overthrown because of circumstances which he will not be able to control.

The situation being what it is, the organized workers in every democratic land must take a strong stand. They must at their congresses and conventions, tell Russia and its workers, that it and they must under no circumstances help with its military forces the German Fuehrer. If the millions of trade unionists in the British Empire, France, the United States, and the smaller democratic states unite in declaring that Russian military aid to Germany will mean an uprising of the masses throughout the world against Russia and Germany, the occupant of the Kremlin is hardly likely to send his armies against those of Poland, France and Britain. Russia may have huge resources but they cannot compete with those of the Allies. Russia has everything to gain and nothing to lose by keeping out of the war that is now raging — rather it should regain its lost prestige in the East. If it wants to fight it has a foe worthy of its steel in Japan. Russia will not be a world power until it demonstrates that it can beat the Asiatic nation that conquered it. Its destiny is in the East, not the



Completing the Picture of a GOLDEN WEDDING

Mrs. Allen Quickfall, of Bridgeport, Ont., had just arranged a huge bouquet of Chrysanthemums, their Golden Wedding Remembrance from assembled children and grandchildren, when the telephone rang. It was a call from Kindersley, Sask., and the voice of Roy, her son, greeted her. What a surprise on such a day! Mrs. Quickfall writes: "We like to pass on to other sons and mothers the value and satisfaction to be obtained through the medium of telephone contacts, particularly so when the dear ones are scattered over the country."

• Why wait for a Golden Wedding? Next time there is a family celebration call up by Long Distance. Make it a real surprise. And remember this, it costs so little, you too, will be surprised!



AN ECONOMIST LAUGHS AT ECONOMISTS

"Many a true word is uttered in jest." That ancient adage is recalled by an article by Stephen Leacock in the "New York Times Magazine." It is entitled: "Lost in the Jungle of Economics."

Mr. Leacock is Canada's best-known humorist; he is also one of the Dominion's most respected teachers of economics.

In a way that will make you chuckle, he insists the economists of today are "in a tangle," using a jargon no one can understand to sustain theories which will not hold water.

"Of all the 'economic truths' of 100 years ago, I do not know of one — literally, not of one — that would pass unchallenged," he declares. "Lord Bacon tells us that Pontius Pilate asked in jest: 'What is truth?' and 'would not stay for an answer.' If he asked the question of the economists of today and waited for an answer, he would have to arrange his board for a long time in advance."

Do you wish to become an economist? Well, here's Leacock's prescription:

"Take enough of that mystification and muddle, combine it with the continental area of the United States, buttress it up on the side with the history of dead opinion, and dress it, as chefs say, with sliced history and green geography, and out of it you can make a doctor's degree in economics. I have one, myself."

TO OUR SUBSCRIBERS

To those of our friends, workingmen and others, whose subscription has expired, we respectfully draw their attention to the fact that they should mail us, at their earliest convenience, a renewal of their subscription so that we may continue to send them our paper regularly as heretofore.

BEN. DROLET,
Circulation Manager.

highly organized industrial West. If its leaders think and plan in terms of economic welfare they should devote their time and thought to the constructive arts of peace instead of the destructive programme of war.

Following the injunction of the master Stalin professes to follow, and who counselled the workers of the world to unite since they have "nothing to lose but their chains," the free workers of all nations must tell dictators that tyranny must end and justice again rule.

If my reasoning and deductions are correct, I believe it can be said, that Russia will not in its own best interests give up all it has professed to have gained, to help the leader and nation, that but a short while ago gave as the principal justification for their campaign along publicity and military lines the world menace of communism.

Notwithstanding what the Pravda has suggested in a recent issue relative to the partitioning of Poland into autonomous republics that would become part of the Soviet Union, Russia cannot and dare not antagonize the democracies. The morale of the free lands is so high that no matter what the odds they will eventually conquer. The task may be a long and heavy one but it is one they will bravely carry out.

I hardly think that the so called emancipators of the proletariat will care to arouse the intense anger of the world's democratic workers.

The plight of the toilers in Germany, Russia, and Italy proves that only in democracies is the will of the people supreme, and not that of a single individual who can send millions to their death by his mere fiat.

Russia will co-operate with Germany at its peril. Its leaders will be well advised to mind their own business. Hitler deliberately provoked the war to carry out his mad ambition to rule Europe. He will fail as did his imperial predecessor who is now in exile at Doorn. A Bolshevik and Nazi union can hardly be fruitful. Even the subjugated and submissive masses in Russia and Germany will not for ever tolerate modern Caesars!

Hitlerism in Canada

Toronto Nationalist Propaganda. — Gross Libels Upon Minorities Should Be Swiftly Punished in the Interests of National Unity.

By BERNARD ROSE.

I have hitherto used restrained language when editorially discussing or commenting upon the views of fools and fanatics. Both are a menace to social peace and national solidarity in war and peace. If I make an exception on this occasion is due to the printing and circulating of a filthy Toronto Nationalist sheet prepared by morons and seditious. Its readers are advised that it is: "Issued for the enlightenment of patriotic Canadians." Patriotism forsooth! It is this kind of patriotism that Dr. Samuel Johnson of dictionary fame defined as: "the last refuge of a scoundrel." His definition applies in the fullest measure to the crack brained individuals who are seeking support to carry on a vindictive and hate provoking campaign against law abiding citizens.

The *Labor World*, since its inception, has consistently adhered to the policy of instructing and informing "patriotic Canadians." It is the bilingual organ in Quebec of the International trade union movement — a movement and organization that repudiates discrimination because of race, faith or political opinion, save that it strongly opposes Communism, Nazism and Fascism. It is equally against that rabid nationalism that makes for disunion and dissension.

The bigoted nationalist is an abnormal individual. He is temperamentally incapable of being fair to his critics or opponents. He is brutally biased and cannot reason logically. He is highly vociferous and will not brook interruption when declaiming against those he dislikes. Far from being patriotic he is the most dangerous enemy of real patriotism. Loyalty to principle, truth, justice, tolerance and Christian charity are beyond his comprehension.

The sheet that has come to hand does not even bear a date. It is an infamous attack upon a law abiding minority and gives the strongest evidence of its Hitlerian influence. It is a scoundrelly and hate exciting outburst against a fraction of the Canadian population. In common with the cowardly and maniacal author of "Mein Kampf," it places the responsibility for the ills of the world upon the same people that Hitler and propaganda thug Goebbels unceasingly attack and have treated in the most shameful and barbarous manner.

No sane person and loyal Christian proud of his country would sit down and spit upon paper the venom in his diseased system.

The publisher and author of this sewage sheet attacks a British Minister of the Crown whose shoes he is not fit to polish. Military experts frankly admit that he has done more for the efficiency of the British army in two years than his predecessors in the previous twenty.

The reasons adduced in favor of poisoning this organization of hate and race discrimination agitators and fomenters are such as appeal to an intelligence as moronic and debased as Hitler and his savage disciples. They allege that its purpose is: "A 100 per cent Canadian British Political Organization for God, King, Canada and the establishing of a Greater Aryan Empire." What blasphemy! Yes, and how tragically absurd! These Canadian Hitler-Goebbels subsidized megalomaniacs are living in a country with which they have nothing in common. They violate not only the law of the land in their brutal and senseless defamation of respectable citizens, but the elementary canons of Christianity; but they can hardly be Christians since the Saviour enjoined us: "To love thy neighbor as thyself." They have most flagrantly taken the name of the Deity in vain. What do they call: "Christian civilization"? Is it the kind that the Fuehrer has imposed upon Germany, and permits the vicious treatment of the heroic minister of the Gospel Niemoller?

Canada is controlled and governed by Canadians for Canadians. It is certainly a Christian country having nothing in common with the Christless Hitler land inhabited by foul beasts called Nazis.

After reading this putrid sheet which almost gives forth a revolting odour, the only conclusion one can reach is, that the writer of it and those associated with him are demented and should not be suffered to remain at large. They should be housed in an institution maintained by the State for the mentally weak and physically violent.

The anthropological ignorance of the nationalist race baiter is lamentable. It is on a par with that of Hitler, Goebbels, and the mad journalist Streicher. It is based upon the "pure" nazi science made to order by servile scientists for home consumption.

The world's foremost authorities concur that racial purity is a myth and that the Aryan race is the figment of a disordered imagination. The Germanic race dogmas were blown to bits at recent scientific congresses in Britain and other countries. One member of a loyal minority is worth a hundred so called nationalists. He is ready to defend his country with his life — not defame it.

Sensible French and English Canadians will not permit themselves to be influenced or betrayed by the nauseating propaganda of the Canadian Hitlerites. The real place for the latter is in the ranks of the Nazi battalions now engaged in despoiling a brave people of their territory and prepared to sacrifice millions of deluded youth to foster the designs of one who can only be called a madman. Our Canadian Hitlerites are a nuisance. They interfere with that harmony so essential in these days of stress and war. Their infantile reasoning may appeal to a certain type of distorted mind — but hardly to that of a real Canadian who believes in God, Christianity, and his country.

Now that Hitler has consummated his nuptials with Stalin our Nationalists in Ontario and Quebec will feel at home in Nazi Germany and Communist Russia.

To permit attacks upon minorities because of race or faith is not only a grave national crime but an affront to the divine Man that came out of Nazareth.

Organized Labor frowns upon and emphatically repudiates attacks upon loyal citizens solely on account of their faith or alleged racial origin.

The seditious sentiments contained in the despicable sheet to which I have referred at length constitute an overt act calculated to promote disorder and lead to breaches of the peace. It comes squarely within the jurisdiction of the Provincial Attorney General to institute proceedings

Federal Labor Unions

Local unions are the units of which the organized labor movement is built. Upon their intelligence and self-discipline depends progress for all of Labor throughout the country. Representatives and executives may plan and make recommendations but it is the rank and file of workers who determine what is to be done and do it. The members of federal labor unions are either new members of the labor movement or represent industrial areas not well organized so that you have a special influence and influence and responsibility for workers not yet organized. The American Federation of Labor to which you belong has traditions and well formulated policies which have been demonstrated to be practical and constructive. But it is not enough to proclaim a philosophy or a plan. We must make them work.

The Labor movement was founded upon principles of voluntarism—that is, freedom for enlightened action for the promotion of our own welfare.

The founders of the American labor movement expected Labor to depend upon its organized strength for self-protection and for the negotiation of the terms and conditions of work which would assure justice and progress. Acceptance of responsibility for our own welfare is an essentially democratic, and resourcefulness to meet new conditions. We cannot keep our freedom and turn over responsibility for our welfare to any outside agency. If we decide that some of our problems are best dealt with by legislation, Labor has to concern itself actively with the administration of such laws in order to get the kind of results desired.

There is no easy way to progress and large incomes that we all want. Those workers who want these things for themselves and their families badly enough to plant to get them, join with other like-minded workers in unions. The others drift and benefit only by what happens to come. If you want things to happen, you have to make them happen—not just sit by complaining and waiting for developments.

American labor has the privilege to organize in unions in order to bargain collectively with employers. From this basic right avenues to progress lead in many ways and to different levels of achievement. What value this right is to workers generally depends upon what it is in these workers—but deliberate and posi-

tive action is necessary to benefit from this right. It is not enough for us to condemn alien philosophies. If we would win against totalitarian states or any other form of despotism we must make democracy cannot escape responsibility by any conforming delusion that democracy cannot fall. It can succeed only when Labor realizes value and is insistent upon putting democracy into practice.

First and foremost in democracy in work relations is equal access to facts and information. Freedom of access to information is essential if the union is to bargain collectively with your employers. In order to get fair return for your work you must know total returns from the sale of the product, and how this is distributed among those with claims on the business. You need to know whether the claim itself is fair or represents only an unearned demand. This is only the beginning. Next comes study of the provisions in the union agreement. What should be covered and how. After collective bargaining come collective and cooperative work relationships and organization for that purpose. One development grows out of another. To conduct your union along these lines requires ability, initiative, eternal vigilance and resolute will. I firmly believe American workers have these qualities as well as the desire for a real democracy. Let us dedicate ourselves anew to the high purposes of our American labor movement.

—American Federationist.

THINGS I DO NOT YET KNOW

Why some union members seem to be averse to advertising their allegiance.

Why some boosters for their own union, label ignore those of others.

Why the individual who is loudest in his criticism of action of his union is generally an absentee.

Why in union barber shops union men find copies of several publications which are classed as "undesirable," yet make no objection.

Why cigarette smokers seldom endeavor to "cultivate a taste" for union-labeled brands.

Why so comparatively few members of the unions find it convenient to attend meetings when the fish are biting.

Test your unionism by looking for union labels on everything you wear.

against these public malefactors. Several provisions of the Criminal Code can be invoked against them. We must not tolerate those who deliberately disturb the King's peace.

We must have a united Canada — not one torn by dissension and suspicion the result of the treasonable agitation and vile machinations of individuals and groups who professing to be Christians and Canadians are pagans, and domestic enemies of the land they hypocritically profess to serve and save.

DEMANDEZ


LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER



MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

153 ANS

Brewed in Montreal

since

153 YEARS

Birds of a Feather

No one with a regard for justice and humanity could remain neutral in thought in the struggle that the savage hosts of Hitlerism have loosed upon the world. I am sufficiently objective to think that the pitiless persecution of Jews is not the only reason that moves me to the determination that Hitlerism must be destroyed. The animus against Jews which is supposed to be part of the basic "philosophy" of the Nazi creed is just as cynical and calculated as was their supposed opposition to Communism. In fact, Hitler has based his persecution of Jews on the premise that "all Jews are Communists" and that "Communism is dominated by Jews." Hitler's pact with Communist Russia, bearing the signature of the Communist chief Stalin, who is not a Jew, itself shows how false are both assertions.

What is more, the pact, coming when it did, at a moment calculated to break the backs of the democracies, shows the real identity of interest between Communism and Nazism. Stalin's Communism and Hitler's Nazism are birds of a feather. They both deny individual freedom, and suppress those basic rights of free speech, free press, and free exercise of religious convictions, that are at the basis of the democratic way of life.

For Hitler, having nothing constructive to offer, needed the Jews to fan the destructive forces of hate. And he needed them to rob their possessions and despoil their wealth just as any bandit might need a victim to stage a hold-up.

The plight of the Jews in Nazi-land is only one of the reasons why Hitlerism is opposed and despised by the civilized world. So, also, is the suffering of Catholics, Protestants, and all believers in the ideal that man can live in peace with man and that the Golden Rule is better than the rule of steel and iron. If my small voice carries weight, I want to add it to the cry of humanity against savagery and brutality. I want to urge all of you, Jew and Gentile, Catholic and Protestant, to join the hosts of decency against the hosts of barbarism. And as working people, I want you to join in the policy of unswerving opposition to dictatorship so consistently and so clearly pursued by the American labor movement. The uncompromising stand of the American Federation of Labor against Hitlerism and dictatorship will be cherished as one of America's greatest contributions towards the preservation of freedom and democracy the world over. The words of William Green at our last convention still ring in my ears.

Speaking for organized labor, he voiced the opposition of all of us to Nazi brutality and Nazi oppression with such great depth of feeling and such utter sincerity as to justify once more the opinion of those who hold that labor is the world's greatest and noblest constructive force. — M. ZARITSKY, *President of the United Hatters, Cap and Millinery Workers' International Union.*

Dont Forget the Shop Card and Working Button!

President of the Union Label Trades Department and Vice-President American Federation of Labor.

By MATTHEW WOOL

While much effort has been expended by organized labor in familiarizing the general public with the origin of the Union Label and its development as the traditional emblem of fine craftsmanship, until the recent past too little has been said about the Shop Card and Working Button. As a result labor's friends who seek the Union Label in garments and hats, on printed matter and other finished products have only commenced to amplify their vigilance in patronizing those retail services and allied lines in which the Shop Card or Working Button of the service Unions is prominently displayed.

If the Union Label campaign in its entirety is to achieve the success it so richly deserves, it behooves us to keep constantly in mind this most important phase of our drive to establish and maintain throughout the length and breadth of our land, ideal working conditions and adequate wages for Union workers. We must see to it that these benefits are secured not only for those workers engaged in manufacturing lines, but as well for those thousands upon thousands of our loyal members who render cheerful and efficient service directly to the public in shops throughout the United States and Canada.

In pursuing this course, we can not do better than follow the splendid example of the women's auxiliaries and Union Label Leagues. Actively loyal to their Union Label Pledge, the members of these organizations have worked indomitably in publicizing the Union Label and enlisting the aid of the public in our crusade. Organized labor will ever be indebted to all these loyal workers in its cause.

The philosophy of the American Labor Union is aptly expressed in the Union Label Pledge — "I promise to buy only from firms that display Union Labels, Shop Cards or Working Buttons!"

This promise, a pledge of allegiance to the ideals which inspired the organization of wage earners, is the connecting link in the economic chain we have forged through organization. It is concrete evidence of our willingness to buy and ability to pay for goods and service produced under conditions we fought so hard to establish.

Lacking this manifestation of personal loyalty to our cause, we would never have been able to convince others of the validity of our claim for recognition of Unions as a factor in the economic and social order.

We spare but little sympathy for those who wilfully and selfishly neglect those whom they are duty-bound to protect and cherish. We can expect a like attitude from others if we fail to protect those high standards of life which we have created.

At no time in the history of our country up to now has it been more incumbent upon us to safeguard the interests of American industry and the welfare of American wage earners by favoring in our purchases those goods made in America and Canada by American and Canadian trade unionists, as against those products of foreign and especially "ism" countries where labor's movements have been crushed and their members crucified on the crooked crosses of totalitarianism by ruthless dictators in several foreign nations of the world.

Products and services bearing the Union Label, Shop Card and Working Button, are the finest to be

found anywhere. Goods and services produced under non-union, sweated or convict labor, by ill-paid or forced foreign labor may at times appear by subterfuge or imitation to be equal to those bearing a Union Label, but they are not.

Careful scrutiny, however, will readily reveal the absence of one precious ingredient — the intangible but very real quality imparted to the latter by the skilled hands and trained mind of a free man who can strive for economic freedom.

UNIONISM HELPS AVOID HARD TIMES

There has never been a time in the world's history when conditions were not more or less hard for unorganized workers.

Going back to first authentic records it will be disclosed that those who toiled for a livelihood as individuals were exploited by the employing classes.

Such conditions as those referred to brought into being the guilds of ancient days, which were formed and conducted in as great secrecy as was possible, so bitter was opposition to them.

In the course of events guilds were displaced by unions, unions were amalgamated into federations and the worker-member became a factor in his own well-being.

He and his fellows were then possessed of a prestige previously unattainable because of his individual weakness.

Power born of collectivity of action and unity of purpose opened a new and hitherto untraveled road.

The progress of the vast army of organized workers along the industrial trail blazed by their pioneer brethren has been gradually widened and made smooth by improvements added from time to time.

Far from easy has been the march along the way. Perils have often beset them; opposition bitter and vindictive has been met and overcome; victory has not always been without its sorrows, but the march has been ever onward, with banners of faith and confidence ever held bravely aloft.

Those workers who remained aloof, who looked with suspicion upon the organized movement, have always experienced "hard times," the severity of which could only be measured by the extent of the general industrial depression. Even with business normal the way of the unorganized worker is far from good; when business is bad, his condition is deplorable.

Every cycle of business unrest has brought a repetition of its predecessor and it has always been the unorganized worker who has borne the greatest suffering in the season of unemployment.

It was ever thus and thus it will ever be.

It would be idle to assert the organized worker is unaffected in times of business depression. But in his case as compared to the unorganized craftsman the distress is mild.

Members of his trade may be looked to for aid in times of stress; his organization and its prestige will shorten the period of travail; his independence as a union man will not permit him to bow humbly to adversity. He will fight to retain his self-respect.

Comparative figures, were those of unorganized workers obtainable, would show the vast difference in the condition of those who collectively face imposed hardships and those who "are on their own."

The moral here should be apparent to all "beyond the pale"; those who through prejudice refuse to listen to the voice of reason.

Fortunately their tribe is decreasing. Unionism is becoming accepted as necessary. You never see a non-union employer advocating a non-union label, do you? The reason is apparent.

The best way to keep things going in the right direction is to build unions strong enough to stand up and say: "Thus far and not an inch farther." Where there are strong unions there is no foolishness.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue au Canada



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Telephone: AMherst 5243

Narwil Shoe Co. LIMITED

Wholesale Shoe Manufacturers

2085 ST. TIMOTHEE MONTREAL

THE Windsor

ON DOMINION SQUARE

The Labor World is printed on newsprint manufactured by the E. B. Eddy & Co., which is 100 per cent organized.

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

THE DIFFERENCE

The synonyms for "union" shop and "non-union" shop, respectively, are "democracy" and "autocracy." In the union shop the workers are free men. They have the right of organizing in trade unions and to bargain collectively with their employers through representatives of their own choosing. Employees in the non-union shops are like cogs in a machine. They have nothing to say as to conditions under which they will work, but must accept any wages, hours and working conditions that may be fixed arbitrarily by the employer. — SAMUEL GOMPERS.

NAME UNION ORGANIZER

Frank Griffard, long associated with various international unions in Montreal, was appointed general organizer of the Montreal Trades and Labor Council. Aid in the formation of new unions and in strengthening old ones has long been a bone of contention before the local trades body and his appointment, at the meeting held in l'Assistance Publique Hall, was made to overcome these difficulties. His headquarters will be at 1331A, St. Catherine Street East.

At the last meeting of the Council, on Thursday night, the request of the retail store employees' union for a Fair Wage Board ordinance governing wages and working conditions was supported by a resolution of the Council, which will be sent to Quebec authorities.

AIRD & SON
LIMITED
BEAUMONT SHOES
FOR WOMEN
MONTREAL, CANADA

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

The Rains Came
with MYRNA LOY
TYRONE POWER
GEORGE BRENT

CAPITOL

2nd BIG WEEK
John GARFIELD
Priscilla LANE in
"Dust Be My Destiny"
Added Attraction
'Everybody's Hobby'

PRINCESS Theatre

THE
Angels Wash Their Faces
with ANN SHERIDAN
THE "DEAD END" KIDS
Added Attraction
"TORCHY PLAYS with DYNAMITE"

LOEW'S THEATRE

3rd WEEK
Stanley and Livingstone
with SPENCER TRACY
Special! Vyvian Donner's
FASHION FORECAST
IN TECHNICOLOR

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. LANcaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON, Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes

HOW TO GET A GOVERNMENT JOB as Letter Carrier, Postal Clerk, Customs Examiner, Stenographer, etc. Free Booklet. The M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada. No agents.